

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/HondurasMicheletti-incontrolable-ne-repond-plus-et-se-dit-surpris-par-la-bridge-du-maitre>

# **HondurasMicheletti incontrôlable ne répond plus, et se dit surpris par la bride du maitre.**

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -  
Date de mise en ligne : jeudi 7 janvier 2010

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Agence France-Presse**Tegucigalpa, le 7 janvier 2009.

Roberto Micheletti, porté à la tête du Honduras par le coup d'Etat qui avait destitué Manuel Zelaya le 28 juin dernier, s'est déclaré mercredi « surpris » par la volonté des États-Unis de « faire la loi » dans son pays, où il compte rester au pouvoir jusqu'à la fin janvier.

« La succession présidentielle stipule que je dois remettre le pouvoir le 27 janvier », date de la prise de fonctions de Porfirio Lobo, élu à la présidence le 29 novembre, a déclaré M. Micheletti mercredi à la télévision.

« Je suis surpris de voir comment les « gringos » (péjoratif des Etasuniens en Amérique Latine) veulent faire la loi au Honduras », a-t-il ajouté, avant de s'entretenir pendant près de trois heures avec le secrétaire d'Etat des Etats-Unis adjoint pour l'Amérique Latine, Craig Kelly, venu rencontrer à Tegucigalpa les têtes d'affiche de la crise politique qui secoue le pays depuis le coup d'État.

Le thème d'une éventuelle démission n'a pas été abordé », a déclaré le ministre des Affaires étrangères de M. Micheletti, Carlos Lopez, à l'issue de l'entrevue.

Le diplomate étasunien doit aussi s'entretenir avec M. Lobo et s'est déjà réuni mardi avec M. Zelaya à l'ambassade du Brésil à Tegucigalpa, où le président renversé le 28 juin est réfugié depuis son retour d'exil en septembre. Il n'a fait aucun commentaire à sa sortie.

« Les États-Unis veulent que je me retire le 15 janvier, contre la promesse d'octroyer beaucoup de millions de dollars d'aide au Honduras. Toutefois, Washington doit respecter la décision souveraine de notre peuple », a ajouté M. Micheletti. Son ministre des Affaires étrangères l'a démenti ensuite, niant une telle pression financière des États-Unis.

Selon M. Zelaya, les Etats-Unis ne reconnaissent toujours pas le régime de facto au Honduras, à qui ils avaient retiré une grande partie de leur aide économique après le coup d'État, et la démission de M. Micheletti « est un pas nécessaire » vers « une solution politique pacifique à la crise ».

L'objectif de M. Kelly est de parvenir à la formation d'un gouvernement d'unité nationale, a souligné un porte-parole du département d'Etat, Ian Kelly.

Washington accepte la perspective de l'investiture de M. Lobo le 27 janvier, mais « nous devons encore prendre des décisions sur la nature future de nos relations », a averti le porte-parole.

Les Etats-Unis, dont l'influence économique est primordiale au Honduras, où ils maintiennent également une base militaire, ont soutenu le processus électoral qui a abouti à l'élection de M. Lobo.

La majorité des pays d'Amérique latine et l'Union européenne, qui exigeaient le rétablissement de M. Zelaya dans ses fonctions avant l'élection, ont en revanche jugé le scrutin illégitime.